



Le dimanche 15 septembre 2013

Les sept otages sont dans une prison de l'aéroport de Bagdad

Le 14 septembre 2013- Selon les dernières informations, les sept Achrafiens pris en otages continuent d'être détenus dans une prison à l'aéroport de Bagdad sous le contrôle de la « division dorée » et « l'organisation de lutte contre le terrorisme », contrôlées par le Premier Ministre irakien Nouri al-Maliki en personne.

Le 13 septembre, le HCR avait annoncé que les 7 otages étaient « détenus quelque part en Irak et pourraient être en danger d'être renvoyés en Iran contre leur gré. » Or, l'agence AP a rapporté: Georges Bakoos, conseiller politique de Maliki, « qui supervise le dossier de l'OMPI pour le gouvernement irakien, a démenti vendredi que les sept qui auraient disparu soient en détention en Irak. »

La Résistance iranienne a affirmé que de tels mensonges révélaient la peur du pouvoir irakien des conséquences politiques, internationales et juridiques de son crime contre l'humanité à Achraf et préparaient la voie à ce gouvernement pour livrer les otages au régime iranien.

"Graves préoccupations" de HCR pour les sept otages d'Achraf

Le 13 septembre 2013- Le Haut-commissariat pour les réfugiés des Nations unies a fait part de ses "graves préoccupations" pour la sécurité de sept opposants iraniens, arrêtés dans le camp d'Achraf, en Irak, et menacés d'être renvoyés en Iran.

"D'après les informations qui nous parviennent, sept résidents du camp disparus après le 1 septembre, sont détenus quelque part en Irak et risquent d'être renvoyés contre leur volonté en Iran. Ces sept personnes sont des demandeurs d'asiles connues du HCR", souligne l'agence dans son communiqué.

"Le HCR demande au gouvernement irakien de les localiser, d'assurer leur sécurité physique et de les protéger contre un rapatriement forcé en Iran", a-t-elle ajouté.

Le peuple irakien condamne le massacre d'Achraf

Le 13 septembre 2013 - Dans leurs manifestations du vendredi, les Irakiens ont condamné dans plusieurs points du pays le massacre et les exécutions collectives à Achraf.

Les manifestants à Faloudja portaient des banderoles sur lesquelles étaient écrites « malgré toutes nos blessures, Achraf a une place dans notre cœur », et « le rassemblement des jeunes de Faloudja condamne le massacre des Achrafiens par les forces du gouvernement ».

Les habitants de Ramadi portaient des bannières avec les photos des 52 martyrs du massacre où il était écrit : « Est-ce une manière de traiter les êtres de l'Irak ? » et « Le peuple irakien récuse toute responsabilité dans le massacre d'Achraf ».

Sur d'autre banderole on pouvait lire « Achever d'un coup de grâce des blessés les mains liées dans le dos et la tuerie des Achrafiens, est un massacre collectif. Les enlèvements sont clairement des crimes contre l'humanité. Nous à Al Anbar, nous condamnons vigoureusement le massacre des êtres de l'Irak. »





DERNIERES NOUVELLES D'ACHRAF



USA : Président de commission au sénat condamne l'attaque d'Achraf

Le 12 septembre 2013-Le sénateur américain Robert Menendez, président de la commission des Affaires étrangères du sénat, a condamné les attaques sur les habitants du camp d'Achraf et a appelé le gouvernement irakien à protéger la communauté et à obtenir la libération des sept otages après le massacre du camp d'Achraf.



«La communauté est gravement menacée et reste la cible de futures attaques. La Mission d'assistance des Nations Unies en Irak doit procéder à une enquête indépendante et exhaustive et assurer la sécurité et le bien-être de ces habitants mainte,» affirme le sénateur dans un communiqué.

« Je tiens le gouvernement irakien pour directement responsable de la protection de la communauté, et il doit enquêter là-dessus avec précision et poursuivre en justice les auteurs de cet acte haineux. Je suis profondément préoccupé par le sort des sept otages qui ont été capturés lors de cette attaque. Le gouvernement irakien doit agir rapidement pour déterminer où ils se trouvent et assurer leur sécurité.»

Congressman: Stopper l'aide à l'Irak tant que la question n'est pas réglée

Le 10 septembre 2013 – Le représentant Dana Rohrabacher, Président de la sous-commission des Affaires Etrangères de la Chambre des Représentants américaine a invité le gouvernement irakien à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire cesser les violences, y compris les assassinats des réfugiés civils iraniens désarmés.



Il a également exigé que le Premier Ministre irakien s'assure que les sept réfugiés du camp d'Achraf pris en otage lors du raid des forces irakiennes ne soient pas renvoyés en Iran.

«Il y a tout lieu de croire que le Premier ministre Maliki, sur ordre des mollahs en Iran, a donné l'ordre de ces actes criminels. Quoi qu'il arrive, Maliki sera tenu pour responsable de ce massacre condamnable sur des civils dans son propre pays».

M. Rohrabacher a recommandé l'arrêt de toute aide envers l'Irak tant que la question du statut de ces réfugiés n'a pas été réglée. « Les réfugiés se sont eux-mêmes désarmés en croyant aux garanties du gouvernement américain faites sur leur sécurité. Si nous les laissons tomber, plus personne ne nous croira dans l'avenir », conclut-il.

Le sénateur Carl Levine apostrophe le Secrétaire d'Etat américain

Le 6 septembre 2013 – Dans une lettre au secrétaire d'Etat John Kerry, le sénateur Carl Levin, président de la commission des forces armées du Sénat américain, a appelé les Etats-Unis à enquêter sur l'attaque contre les habitants du camp d'Achraf et de faire des efforts pour protéger les survivants.



«Je suis profondément troublé par les informations d'un massacre de plus de 50 habitants du camp Achraf le 1er septembre. Les meurtres violents des habitants, membres des Moudjahidine du peuple, est ignoble et doit être largement condamné, » dit Levin.

«Comment cette attaque a-t-elle été possible, vu l'engagement du gouvernement irakien à protéger les habitants de camps? J'appelle le Département d'Etat à enquêter de manière urgente sur les événements entourant l'attaque, et j'appelle le gouvernement irakien à prendre des mesures pour assurer leur sécurité et à traduire les auteurs de cette attaque en justice,» conclut le sénateur.